**Déclaration sur l’honneur d’un candidat acquéreur, personne physique, dans une entreprise (captive d’assurance ou de reassurance) supervisée par le CAA**

Toutes les sections requises pour la déclaration (voir ci-dessous) doivent être complétées électroniquement, puis imprimées et signées.

Le document signé et le fichier électronique sont à adresser au Commissariat aux Assurances par voie postale et par courriel à [gouvernance@caa.lu](mailto:gouvernance@caa.lu) avec l’ensemble des pièces justificatives requises (originaux et scans des pièces au format PDF).

**Déclaration du CAA relative aux données personnelles**

Les données personnelles collectées par le biais du présent formulaire sont traitées par le CAA en vue d’accomplir les missions qui lui sont dévolues par la loi en matière de surveillance du secteur des assurances au Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances.

Le présent document a pour seul objet d'aider le CAA à évaluer le caractère approprié du candidat acquéreur, conformément à l'article 89 de la loi sur le secteur des assurances.

Ces données personnelles peuvent être comparées à d’autres informations reçues par le CAA mais elles ne font pas l’objet d’un processus de décision automatique.

Ces données personnelles seront traitées dans le cadre des missions légales du CAA et pourront être communiquées à d’autres autorités européennes avec lesquelles la réglementation applicable au CAA impose une coopération internationale.

Conformément au chapitre VI de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l’égard du traitement des données à caractère personnel et conformément au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, la personne concernée dispose de certains droits, dont notamment le droit d’accéder aux informations qui la concernent, le droit de rectifier les informations inexactes ou encore le droit d’introduire une réclamation auprès d’une autorité de contrôle.

Délégué à la protection des données – Email: dpo@caa.lu

Section 1

**-**

**Identification de la personne physique**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre | Click or tap here to enter text. |
| Nom(s) de famille du (des) soussigné(s) tel(s) qu'il(s) figure(nt) sur la pièce d'identité jointe à la présente déclaration | Click or tap here to enter text. |
| Nom de famille d’usage, si différent (par exemple, nom de l'ex-conjoint) | Click or tap here to enter text. |
| Prénom(s) du soussigné tel(s) qu'il(s) figure(nt) sur la pièce d'identité jointe à la présente déclaration | Click or tap here to enter text. |
| Prénom d'usage, si différent | Click or tap here to enter text. |
| Genre | Click or tap here to enter text. |
| Date de naissance | Click or tap here to enter text. |
| Lieu de naissance | Click or tap here to enter text. |
| Pays de naissance | Click or tap here to enter text. |
| Nationalité (conformément à la pièce d'identité jointe à la présente déclaration) | Click or tap here to enter text. |
| Le cas échéant : Deuxième nationalité | Click or tap here to enter text. |
| Adresse de courriel | Click or tap here to enter text. |
| Numéro de téléphone | Click or tap here to enter text. |
| Pays de résidence et pays de l'activité principale au cours des 5 dernières années | Click or tap here to enter text. |

Je, soussigné(e) Click or tap here to enter text.

Section 2

**-**

**Déclaration sur l’honneur**

déclare sur l'honneur pour moi-même en tant qu'individu, et pour toute entreprise que j'ai dirigée ou contrôlée, au cours des dix dernières années :

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1. Ne pas avoir fait l’objet ou ne pas actuellement faire l’objet d’une procédure de faillite frauduleuse, d’insolvabilité, de moratoire, de gestion contrôlée, de sursis de paiement, de liquidation judiciaire, de réorganisation ou toute autre procédure similaire affectant généralement les droits des créanciers, au Luxembourg ou dans toute autre juridiction ; |
|  | 1. Ne pas avoir fait l’objet ou ne pas faire actuellement l’objet d’enquêtes ou de procédures pénales, d’affaires civiles et administratives et d’actions disciplinaires ; |
|  | 1. Ne pas avoir été soumis ou actuellement faire l’objet d’enquêtes, de procédures d’exécution ou de sanctions par une autorité de surveillance, au Luxembourg ou dans toute autre juridiction ; |
|  | 1. Ne pas avoir fait l’objet d’un refus d’enregistrement, d’autorisation, d’adhésion ou de licence permettant d’exercer un métier, une activité ou une profession; ou toute révocation, annulation ou résiliation d’un tel enregistrement ou d’une telle autoriatation, adhésion ou licence ; ou toute expulsion par un organisme de réglementation ou gouvernemental ou par un ordre ou une association professionnelle ; |
|  | 1. Ne pas avoir été suspendu par un régulateur ou un organisme public ou par un organisme ou une association professionnelle ; |
|  | 1. Ne pas avoir été licencié, ni encouragé à démissionner, d’un emploi ou d’une position de confiance, d’une relation fiduciaire ou d’une situation similaire (à l'égard de toute personne qui dirige effectivement les activités du candidat acquéreur) ; |
|  | 1. Ne pas avoir fait l'objet d'une évaluation de l'honorabilité / de la réputation / de l'aptitude / de la compétence / de la qualité professionnelle par une autorité de contrôle.   Si une évaluation a eu lieu, veuillez indiquer l'identité de l'autorité de contrôle concernée ainsi que la fonction évaluée et joindre la preuve du résultat de l'évaluation.  Nom de l'autorité de contrôle compétente : Click or tap here to enter text.  Pays de l'autorité de contrôle compétente : Click or tap here to enter text. |

|  |
| --- |
| Remarques ou commentaires éventuels du soussigné (sur les points susmentionnés, notamment si l'un des points ci-dessus ne peut être confirmé par le soussigné). Veuillez annexer toute pièce explicative nécessaire. |
| Click or tap here to enter text. |

Section 3

**–**

**Autres informations**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | If applicable, tick this box |
| 1. | Intérêt ou relations financières[[1]](#footnote-1) ou non financières[[2]](#footnote-2) avec : |  |
|  | 1. Tout autre actionnaire actuel de l’entreprise cible ; |  |
|  | 1. Toute personne disposant ou habilitée à exercer des droits de vote de l’entreprise cible ; |  |
|  | 1. Tout membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise cible ; |  |
|  | 1. L’entreprise cible elle-même et son groupe. |  |
| 2. | Tous les autres intérêts ou activités du candidat acquéreur susceptibles d’être en conflit avec ceux de l'entreprise cible. |  |

|  |
| --- |
| Remarques ou commentaires éventuels du soussigné (sur les points 1. a) à d) et 2. susmentionnés, notamment si l'un des points ci-dessus est confirmé par le soussigné). Veuillez annexer toute pièce explicative nécessaire. |
| Click or tap here to enter text. |

En signant la présente déclaration sur l'honneur, le soussigné s'engage à informer le CAA sans délai au cas où des éléments sur lesquels portent la présente déclaration se trouveraient modifiés à l’avenir.

Le soussigné reconnait et accepte qu'en cas d'inexactitude de la présente déclaration sur l'honneur, son honorabilité, telle que définie aux articles 32 et 89 de la loi du 7 décembre 2015 relative au secteur des assurances, telle que modifiée, sera compromise.

|  |  |
| --- | --- |
| Lieu de la signature | Click or tap here to enter text. |
| Date de la signature | Click or tap here to enter text. |
| Signature |  |

**Documents à fournir**

Cette déclaration sur l’honneur, signée.

Copie d'une pièce d'identité du soussigné, en cours de validité.

Extrait du casier judiciaire, de moins de trois mois, délivré par les autorités du pays de résidence principal au cours des cinq dernières années. Dans le cas où les autorités du pays de résidence principale ne délivrent pas de casier judiciaire, une déclaration notariée informant sur les condamnations antérieures.

Curriculum vitae détaillé indiquant les diplômes et les formations pertinentes, les expériences professionnelles antérieures et toutes les activités professionnelles ou autres fonctions pertinentes actuellement exercées.

Preuve du résultat de l'évaluation de la réputation par une autre autorité de contrôle (si une évaluation a eu lieu).

1. Les intérêts financiers peuvent inclure les intérêts tels que les opérations de crédit, garanties et gages. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les intérêts non financiers peuvent inclure les intérêts tels que les liens familiaux ou les relations étroites [↑](#footnote-ref-2)